



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°448 (29 MARS 2026)

ENSEIGNEMENTS DES MUNICIPALES ET NOUVEAU CHOC PÉTROLIER

ÉLECTIONS MUNICIPALES : QUELS ENSEIGNEMENTS ?

Introduction

Philippe Meyer :

Quatre enseignements peuvent être tirés de ce scrutin.

D'abord, si Les Républicains et le Parti socialiste dominent, ils reculent par rapport à 2020. LR a remporté 77 grandes villes, le PS 50. Dans les 3.300 villes de plus de 3.500 habitants, pour lesquelles les candidats ont l'obligation de déclarer leur appartenance politique, qui représentent 69 % de la population, la droite apparaît comme la gagnante de ces élections municipales, avec 1.267 maires élus. La gauche se place deuxième, avec 829 élus, devant les 586 maires centristes. Depuis, 2020, la gauche a perdu une vingtaine de municipalités, et la droite sept, tandis que l'extrême droite en a gagné 21. En 2026, l'extrême droite a remporté 63 communes, dont moins de 20 comptent plus de 20.000 habitants.

Du point de vue des suffrages exprimés, c'est le bloc de gauche qui constitue la première force politique, rassemblant près de 9,2 millions de votes lors des deux tours, devant les 8,7 millions pour la droite, 3,8 millions pour le centre et 2,5 millions pour l'extrême droite. La gauche radicale, représentée par La France insoumise et le Parti communiste, a remporté l'adhésion de près de 1,2 million d'électeurs, même si elle n'a remporté que sept municipalités.

Ensuite, le second tour a été défavorable aux maires sortants : Parmi les 21.706 maires qui briguaient un nouveau mandat lors de ces élections municipales, la grande majorité (plus de 88 %) a été réélue dès le premier tour. Pour les autres, le second tour s'est révélé plutôt fatal : sur 960 maires sortants

encore en compétition le 22 mars, les trois quarts (724) ont été battus.

En outre, si la parité progresse, elle reste cependant limitée : 23 % des têtes de liste élues lors de ces élections municipales (premier et second tours combinés) sont des femmes. Ce niveau est en légère progression par rapport aux élections précédentes, où elles représentaient 20 %. Mais seules huit femmes seront à la tête de villes de plus de 100.000 habitants, contre 11 en 2020.

Enfin, avec 42,18 % lors du second tour, l'abstention s'ancre à un niveau record : jamais les Français n'avaient autant boudé une élection de ce type, hors crise sanitaire. Fait notable, toutefois : la participation a légèrement augmenté au second tour (57,8 % contre 57,2 % au premier), signe d'une légère remobilisation des électeurs dans un scrutin à l'issue incertaine dans de nombreuses villes.

Marc-Olivier Padis :

Vous avez présenté le rapport de force global, mais en tirer des conclusions reste délicat, d'abord en raison du morcellement du paysage politique, lié au très grand nombre de communes (34.746). Dans les communes de moins de 1.000 habitants, qui représentent les trois quarts des municipalités, il n'y a souvent qu'une seule liste sans étiquette, ce qui rend l'analyse difficile. Pour ces élus, on ne connaît pas la sensibilité politique, elle se révélera sans doute lors du vote sénatorial de septembre, puisque la moitié du Sénat sera renouvelée. En outre, il y a ce week-end un troisième tour, avec l'élection des exécutifs intercommunaux. Ces élections seront peu visibles et peu commentées, notamment parce que les intercommunalités exercent leurs compétences de manière très inégale, ce qui rend l'ensemble difficile à lire. La photographie actuelle est sans doute déformée, notamment pour le Rassemblement national. Donné en tête des intentions de vote nationales, il n'avait présenté que 484 listes, soit 1,4 % des communes. Et parmi les 42 villes de plus de 100.000 habitants, il ne gouverne que Perpignan. L'échantillon de l'électorat RN n'est donc pas représentatif de l'ensemble de la population française.

Vous avez rappelé que le Parti socialiste dirige la moitié des villes de plus de 50.000 habitants, que LR compte le plus grand nombre de maires, souvent dans des communes peu visibles, et que le RN va gouverner environ 70 villes. Comme l'a dit un sociologue, la formule est éclairante : « *le RN est mieux implanté dans les médias que dans les territoires* ».

Un débat intense a porté sur les alliances à gauche : ont-elles été utiles ou ont-elles affaibli la gauche ? Une bataille du récit s'est engagée entre les partisans de l'union et ceux qui dénoncent un renoncement moral dans toute compromission

avec Jean-Luc Mélenchon. Il faut regarder de près : il n'y a pas de leçon univoque. À Paris, une victoire sans accord avec LFI au second tour a été possible. À Marseille, la victoire a été acquise après le retrait de LFI.

Un cas est très net, Toulouse : l'union de la gauche y a fait reculer son score. Le potentiel de 53 % issu de l'addition des voix du premier tour s'est transformé en 46 % après fusion. Des électeurs de centre-gauche ont été rebutés par l'alliance avec LFI et ont préféré reconduire le maire sortant. Mais, dans beaucoup de villes, les électeurs de gauche ont répondu à l'appel au rassemblement. À Nantes, Johanna Rolland, après fusion avec LFI, a progressé au-delà de l'addition des voix du premier tour. Même dynamique à Grenoble (+16 points), à Tours ou à Mantes-la-Jolie.

Cependant, la fusion ne garantit pas le succès. Outre Toulouse, c'est aussi le cas à Argenteuil, où LFI était tête de liste. À Clermont-Ferrand, Brest et Limoges, la gauche a reculé après union. Cela s'explique par un comportement nouveau des électeurs d'extrême-droite : un vote utile à droite. Ces électeurs se reportent davantage vers les listes de droite traditionnelle lorsqu'il existe une liste d'union de la gauche. À Clermont-Ferrand, l'extrême-droite se maintient mais perd 8 points entre les deux tours, au profit du candidat de droite. Même phénomène à Brest (-7 points) et à Limoges (-5 points). Cela révèle une porosité entre les électors RN et droite traditionnelle. En conclusion, les électeurs d'extrême droite se reportent plus facilement vers la droite classique face à une gauche unie incluant LFI. Il apparaît ainsi un vote de barrage au sein de la droite et de l'extrême-droite contre les listes d'union de la gauche.

Béatrice Giblin :

Quand on cherche des « enseignements » dans les élections municipales de 2026, on vise en réalité à éclairer les élections à venir dans un an, les présidentielles. Il faut donc être prudent, car il s'agit de scrutins très différents, comme l'a rappelé Marc-Olivier. Nous sommes face à des élections locales, dans

un pays caractérisé par un très grand nombre de communes, avec des enjeux distincts. Néanmoins, on peut dégager quelques tendances.

L'abstention a été élevée, mais on observe qu'elle diminue lorsqu'il existe un enjeu fort. À Paris, Marseille ou Lyon, la participation a dépassé 60 %. Quand l'enjeu est perçu, les électeurs se mobilisent. On peut donc penser que l'élection présidentielle de 2027, compte tenu de son importance, pourrait susciter une mobilisation plus forte.

Concernant le RN, l'enjeu était important, car il reste peu implanté localement. Il avait ciblé des villes importantes comme Toulon, puis Marseille. Le résultat est un échec sur ces objectifs. Il y a eu une réaction de rejet : malgré des campagnes très dédramatisées, comme celle de Laure Lavalette, souvent sans sigle, les électeurs n'ont pas basculé. En revanche, le RN progresse dans des villes moins visibles — Castres, Carcassonne, ou d'autres communes de taille intermédiaire — ce qui traduit une diffusion territoriale, une sorte de tache d'huile.

En regardant non pas seulement les victoires, mais les scores là où le RN était présent, on constate une progression du nombre de voix. Elle ne se traduit pas toujours en conquêtes, mais c'est une montée régulière. Cela évoque le PS des années 1970 en Bretagne : une progression discrète avant des basculements ultérieurs. L'écart d'un million de voix avec les autres blocs ne garantit rien, c'est en réalité la *photo*, alors que c'est la *dynamique* du RN l'élément central.

S'agissant de LFI, le mouvement a d'abord maîtrisé le récit, notamment avec la victoire à Saint-Denis, ville symbolique après la fusion avec Pierrefitte-sur-Seine. Ce succès a masqué des résultats plus contrastés, d'autant qu'ils étaient peu présents sur le territoire. Plusieurs revers ont été significatifs, notamment à Toulouse. Lorsque LFI était en tête, les fusions avec la gauche ont parfois échoué : une partie de la gauche refuse désormais toute association avec ce mouvement. LFI reste solide dans ses bastions — banlieues populaires, électorsats jeunes et étudiants — mais, pour accéder au second tour d'une présidentielle, il lui faudra élargir sa base. Or le positionnement de Jean-Luc

Mélenchon apparaît de plus en plus clivant et radical, ce qui éloigne une partie de l'électorat de gauche susceptible de le soutenir.

Enfin, le PS adopte une ligne ambivalente : pas d'accord national, mais des accords locaux. Cette stratégie produit des divisions internes importantes, dont les effets pourraient peser lourdement lors de l'élection présidentielle.

Nicolas Baverez :

Il y a le visible et ce qui l'est moins. Le visible, ce sont des partis qui ont tous proclamé leur victoire. Mais, lorsqu'on regarde précisément, ce qui frappe, c'est l'éclatement du système politique et sa fragilité.

Le RN s'enracine, mais il ne réalise pas la percée historique annoncée par Jordan Bardella : le plafond de verre continue de jouer dès qu'un enjeu important se présente. Quant à LFI, elle ne gagne que des villes déjà ancrées à gauche. C'est une machine à diviser la gauche et à mobiliser l'électorat de droite. Ses conquêtes, à commencer par Saint-Denis, se font sur la gauche. Ce n'est pas une arme contre la droite, mais contre le PS, lui-même divisé. Les Verts subissent une déroute : ils conservent Lyon de justesse mais perdent la métropole, où se concentrent les compétences et les ressources. Quant au bloc central, comme l'a dit Jérôme Jaffré, il ne lui manque que deux choses : être un bloc et être central.

On voit ainsi une France éclatée. Contrairement à une vision binaire, il n'y a pas deux France, mais plusieurs : des métropoles plutôt à gauche ; un vote LFI très marqué dans certaines banlieues ; et une France plus profonde qui bascule à droite, avec une concurrence entre LR et le RN. L'ensemble dessine un territoire et une nation fragmentés.

La participation reflète cette réalité. La modification du mode de scrutin a été calamiteuse : là où l'enjeu était fort, dans les grandes villes, la mobilisation a été élevée. Mais dans la majorité des communes, souvent avec une seule liste et sans possibilité de panachage, beaucoup d'électeurs ont tout simplement

renoncé à voter.

Sur le fond, deux sujets majeurs ont été absents. D'abord, l'état des finances publiques locales : elles sont très dégradées, avec des financements largement dépendants de l'État, une dette de 263 milliards, et 1,2 million de fonctionnaires territoriaux dont les effectifs augmentent alors que la qualité des services se dégrade. Ensuite, la question économique a été largement évacuée : désertification des centres-villes, recul du commerce, accélération de la désindustrialisation. Il y a un décalage entre l'idée d'un argent public abondant et une base économique qui s'affaiblit, sans que cela soit réellement débattu. Il existe néanmoins des messages plus positifs. D'abord, malgré les difficultés du pays, les Français résistent à la tentation de l'extrémisme et du populisme. Là où d'autres pays ont basculé — États-Unis, Royaume-Uni, Italie, Hongrie — la France n'a pas encore connu une telle expérience. Le front républicain reste opérant, même s'il produit des configurations politiques instables, comme à l'Assemblée. Nice constitue une exception, mais dans un contexte très particulier lié à la stratégie de long terme d'Éric Ciotti, plus qu'à un vote idéologique. Ensuite, les électeurs sanctionnent les mauvais candidats, les projets faibles et les alliances contre nature. Et ils valorisent, à l'inverse, les lignes claires et les positions cohérentes. Malgré une campagne marquée par les manœuvres et les postures, les électeurs ne s'y sont pas trompés. La leçon pour 2027 est nette : la classe politique devrait s'inspirer de cet état d'esprit. Plutôt que de se concentrer sur les primaires, les positions et les rivalités internes, il devient urgent de travailler sur le fond. Le pays est déjà dans une situation difficile et pourrait subir de nouveaux chocs, notamment énergétiques. Il est temps de se concentrer sur les moyens de redresser la situation. C'est l'un des messages subliminaux envoyé par les électeurs.

Philippe Meyer :

Si l'on s'intéresse réellement à l'abstention, et pas seulement pour la mentionner

avant de passer à autre chose, je propose deux hypothèses sur ses causes, sans prétendre qu'elles soient exclusives ni uniques. La première tient à des décisions prises avec les meilleures intentions, notamment pour favoriser la parité, mais qui ont conduit à la suppression du panachage. Dans de nombreuses petites communes, cela a abouti à la présence d'une seule liste et à des niveaux d'abstention souvent supérieurs à 50 %, parfois davantage.

La seconde concerne le rôle des intercommunalités, insuffisamment étudié. Elles exercent désormais des compétences importantes sur les territoires, sans relever d'un suffrage universel direct. Cette situation nourrit, selon ce que l'on peut observer localement, un certain scepticisme à l'égard de la démocratie et des élections locales, qui étaient pourtant celles où la participation était traditionnellement la plus élevée.

Jean-Louis Bourlanges :

En écoutant Nicolas, je suis toujours sensible à son ardeur à vouloir redresser les choses, mais je pense à la formule de Lord Salisbury : « *les choses vont déjà tellement mal qu'il ne faudrait pas, en plus, les changer* ». Sur l'abstention, l'effet des petites communes de moins de 1.000 habitants est réel. La parité a été invoquée, mais ce n'était pas la véritable raison : les maires en avaient assez d'être rayés. Comme ils étaient les seuls connus des électeurs, ils se retrouvaient souvent les moins bien élus de leur propre liste, tout en étant ensuite désignés par le Conseil municipal. Cette anomalie a conduit à une réforme qui a bloqué les listes. Dans beaucoup de villages, il n'y avait qu'une seule liste, ce qui a été très frustrant pour les électeurs.

Mais cela n'explique pas l'abstention du second tour, puisque dans ces communes, tout était réglé dès le premier. Il faut donc chercher ailleurs. Il existe, à mon sens, un désaveu du personnel politique et du jeu politique. Une idée s'installe que la politique ne traite pas les problèmes et ne les résout pas. Cela tient à des transformations profondes des modes de décision, à la

multinationalisation, qui nourrissent un sentiment d'aliénation des citoyens vis-à-vis de la politique.

J'en viens à trois remarques. Premièrement, les partis traditionnels, le PS et LR, restent dominants : LR contrôle le plus grand nombre de communes et le PS celles qui concentrent le plus de population. Il y a un tassement, mais ils mènent une bataille d'arrêt plutôt efficace. Deuxièmement, parmi les forces plus récentes, les écologistes sont les grands perdants. Ils perdent de nombreuses villes, même avec des maires sortants solides, sauf à Lyon et Grenoble. À Grenoble, un effet générationnel a joué face à un candidat comme Alain Carignon. Cet effet générationnel explique aussi des basculements à Pau ou à Agen, et le fait que les sortants aient été particulièrement fragilisés au second tour. À Lyon, la victoire écologiste tient aussi à la contre-performance du candidat Aulas, pourtant soutenu comme figure de la société civile. Cela illustre une différence structurelle : un chef d'entreprise peut sanctionner ses collaborateurs, tandis qu'un responsable politique est sanctionné par les électeurs. Cette asymétrie éclaire la question du courage politique.

Quant au RN et à LFI, ils progressent tous deux sur des terrains qui leur étaient défavorables. LFI consolide ses positions, avec des gains comme Saint-Denis ou Roubaix. Le RN, lui, plafonne, même s'il progresse et bénéficie d'un fort soutien à ses sortants, ce qui constitue un atout pour l'avenir. Sur les alliances, le cordon sanitaire fonctionne encore contre le RN, qui reste enfermé dans un ghetto électoral, comme à Marseille ou Toulon. Il progresse surtout dans les villes moyennes. Par ailleurs, il accepte désormais, dans certains cas, de voter pour la droite afin de faire barrage à la gauche, comme à Brest ou Toulouse. L'alliance PS-LFI, en revanche, a souvent échoué. À l'inverse, des stratégies d'indépendance vis-à-vis de LFI ont réussi à Strasbourg, Paris ou Marseille. Pour la présidentielle, le problème est celui de l'espace républicain entre les blocs (il est en effet absurde de parler de « bloc central »). Cet espace est menacé par une double polarisation, à gauche comme à droite. Cette dynamique

favorise mécaniquement LFI et le RN, en les installant aux troisième et quatrième places, ce qui constitue un risque majeur. Les socialistes sont pris dans une contradiction : leur stratégie présidentielle suppose une ligne autonome, mais les législatives les ramènent à la nécessité d'alliances. Quant aux Républicains, ils sont tiraillés entre des orientations très différentes, entre une droite maurrassienne, de plus en plus présente, et une droite aronienne, sans qu'on voie encore comment ils arbitreront.

NOUVEAU CHOC PÉTROLIER : QUELLES CONSÉQUENCES ?

Introduction

Philippe Meyer :

L'intervention d'Israël et des États-Unis en Iran a provoqué la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transitent habituellement environ 20 % du commerce mondial de pétrole et de gaz, déclenchant une nouvelle crise majeure de l'énergie. « *Nous sommes confrontés à la plus grande menace pour la sécurité énergétique mondiale de toute l'histoire* » averti le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie Fatih Birol qui n'exclut pas un nouveau déblocage d'une partie des stocks stratégiques de pétrole des Etats membres pour détendre les prix.

L'ensemble de l'économie mondiale est menacé par un retour de l'inflation, une dégradation du pouvoir d'achat des ménages, un ralentissement de la croissance et du chômage : un phénomène connu sous le nom de stagflation. Les experts de Goldman Sachs estiment qu'une hausse de 10 % du prix du pétrole réduit de 0,1 % le produit intérieur brut. Le coup pourrait aussi être rude pour les industriels dont l'activité dépend fortement des matières premières énergétiques, comme les engrais agricoles ou la chimie. En plus de ses effets directs sur les prix, la crise désorganise de nombreux flux logistiques, avec un allongement des parcours pour contourner les zones à risque. Des livraisons sont bloquées, les coûts du transport grimpent et les primes d'assurances s'envolent. Le prix du carburant à la pompe est affecté, mais aussi le prix des aliments, des médicaments, des billets d'avion, de l'électricité, de l'huile alimentaire, des semi-conducteurs et de bien d'autres choses encore, à travers le monde.

C'est en Europe et en Asie que la flambée des cours du pétrole et du gaz pèsera le plus lourd. En Europe, le choc sera rude pour des pays comme l'Allemagne, où des secteurs industriels très énergivores (chimie, pharmacie, automobile) occupent une place centrale dans l'économie. Les économies asiatiques sont encore plus exposées car elles dépendent elles aussi grandement des importations énergétiques : 45% des approvisionnements énergétiques de la Chine proviennent du détroit d'Ormuz. Les pays à faibles et moyens revenus sont particulièrement sensibles aux variations des taux de change.

Cette crise ne fait pas que des malheureux. Les pays producteurs de pétrole, la Norvège en Europe, l'Algérie en Afrique, le Brésil, le Mexique ou le Canada sur le continent américain, voient même les profits exploser. Grand gagnant aussi, la Russie, dont les exportations d'hydrocarbures vers l'Inde ont bondi de 50 %. Son secteur pétrolier pourrait générer ses plus larges revenus depuis 2022. Reste les Etats-Unis, l'un des instigateurs de la crise. Le pays est certes le plus gros producteur mondial de pétrole, mais ses compagnies sont très exposées au Moyen-Orient et les consommateurs américains paient eux aussi leur tribut avec une augmentation de 30 % du gallon d'essence depuis le 28 février.

Nicolas Baverez :

Machiavel disait qu'on commence une guerre quand on veut et qu'on la termine comme on peut. Donald Trump ne semble pas l'avoir lu et s'est engagé en Iran avec un scénario de type vénézuélien en tête : décapiter le régime et trouver rapidement des interlocuteurs. Comme souvent, la guerre ne se déroule pas comme prévu.

Après près d'un mois d'opérations, trois options s'offrent à lui, toutes mauvaises. La première est une intervention terrestre, avec des pertes élevées. La deuxième est un retrait, qui constituerait un triomphe pour l'Iran, renforçant son contrôle sur Ormuz et sa capacité de nuisance régionale. La troisième consiste à poursuivre les bombardements sans stratégie ni résultats décisifs. On observe ainsi un décalage : la victoire tactique et militaire est du côté des États-Unis, mais la victoire stratégique revient à l'Iran. L'extension du conflit dans le temps et l'espace produit deux effets majeurs pour l'économie mondiale : des frappes sur les infrastructures énergétiques de la région et le blocage d'Ormuz, qui représente 11 % du commerce mondial, 34 % du pétrole et 30 % du GNL, ainsi qu'une part importante des engrais, du soufre, de l'aluminium et des intrants chimiques. Et malgré cela, certains responsables affirment qu'il n'y a pas de choc pétrolier. C'est inexact : le choc est déjà là et aura des effets durables sur le marché des hydrocarbures, avec un impact stagflationniste combinant ralentissement de la croissance et forte inflation.

Aux États-Unis, il n'y a pas de problème d'approvisionnement, grâce à leur position de premier producteur et exportateur d'hydrocarbures. En revanche, ils subissent les prix du marché mondial. Même avec un écart entre le marché Brent et le marché WTI, un baril au-delà de 100 dollars entraîne une récession américaine, et on s'en rapproche.

En Asie, la situation est plus critique, avec un risque de pénurie : la région absorbe 84 % des flux passant par Ormuz. Des tensions apparaissent déjà, notamment sur le kérosène. La Chine est la mieux préparée, avec environ 200 jours de stocks et un accès direct aux ressources russes. En revanche, des pays comme le Japon, l'Indonésie ou la Thaïlande sont très exposés. L'Europe est particulièrement vulnérable en raison de choix énergétiques déraisonnables : sous-investissement, dépendance accrue après la rupture avec la Russie, et coûts élevés pour les entreprises comme pour les ménages. Dans ce contexte, un choc pétrolier agit comme un choc d'offre majeur. Les entreprises sont les premières touchées, notamment en France, où elles cumulent déjà plusieurs handicaps : perte de compétitivité, hausse des taux et pression fiscale accrue avec les budgets récents. L'addition de ces chocs rend l'impact du choc pétrolier particulièrement sévère.

Béatrice Giblin :

Choc pétrolier ou non, les consommateurs constatent déjà une hausse des prix à la pompe, c'est incontestable. La question centrale est celle de la durée. Même si le conflit s'arrêtait et que le détroit d'Ormuz était rouvert, les effets ne disparaîtraient pas rapidement. Il y aurait de toute façon des conséquences durables : hausse des prix, réduction de l'offre, demande toujours élevée. Tous les pays sont touchés, mais de manière inégale. La Chine apparaît relativement protégée : elle a anticipé en constituant des stocks et en développant massivement son programme électrique. On le voit avec ses voitures électriques, désormais très compétitives en Europe. Elle a engagé une trajectoire de décarbonation, même si elle continue à utiliser du charbon. À court terme, la crise ne la menace pas directement, à condition de maintenir une croissance économique suffisante, ce qui reste un enjeu interne majeur. Le continent le plus exposé est l'Afrique. Déjà fragilisée, elle subira fortement les effets de la hausse des prix de l'énergie et des intrants. Les pays exportateurs

comme le Nigeria ou l'Angola peuvent en tirer un avantage, mais les autres, notamment les pays agricoles comme le Kenya, dépendants des engrais, seront très vulnérables. Même si la crise est brève, ses conséquences y seront durables.

L'Asie est également très exposée, à l'exception de la Chine. L'Inde, notamment, cherche à sécuriser ses approvisionnements, y compris via des négociations avec l'Iran, car elle ne dispose pas de stocks comparables. Sa situation est d'autant plus sensible qu'elle reste traversée par des tensions internes. L'Europe sera touchée, mais dans une situation différente de celle de 2008 ou des années 1970. Le fonctionnement des centrales nucléaires constitue un facteur de résilience, contrairement à 2022. Cela n'empêchera pas des effets économiques négatifs significatifs. Il s'agit bien d'un choc pétrolier. Et, comme souvent, on entre dans une guerre sans savoir comment elle se terminera.

Marc-Olivier Padis :

Pour reprendre une formule d'un commentateur américain sur le piège dans lequel s'est placé Trump : « *dans les guerres éclair de quelques jours, le plus difficile, ce sont les premières années* ». Je rejoins Béatrice : nous sommes bien dans un choc pétrolier. Le ministre de l'Économie Roland Lescure s'est rétracté après avoir utilisé ce terme, mais on ne voit pas pourquoi. Même si Trump annonçait ce soir son retrait, les difficultés persisteraient.

Trois raisons à cela. D'abord, rien ne garantit que les Israéliens cesseraient les opérations. Ensuite, les Iraniens ont montré leur capacité à contrôler le détroit d'Ormuz et peuvent rétablir un blocus à tout moment : cette menace va durer. Enfin, des infrastructures énergétiques majeures ont été endommagées. Le principal site mondial de production de GNL au Qatar (trois fois la superficie de Paris), a été touché, et il faudra entre trois et cinq ans pour en rétablir pleinement les capacités, une fois le conflit terminé. Les conséquences économiques sont connues : inflation, perte de compétitivité, risques de délocalisation, notamment

vers les États-Unis, hausse des prix alimentaires, baisse du pouvoir d'achat. Mais le point essentiel est ailleurs : cette crise révèle la dépendance excessive de nos économies aux hydrocarbures. On le sait depuis longtemps, mais les efforts ont été jugés trop coûteux. Or ce qui coûte réellement cher, ce sont les chocs énergétiques. En 2022, le bouclier sur les carburants a coûté 19 milliards à l'État. À l'échelle européenne, les dispositifs similaires ont représenté 750 milliards d'euros. Des montants qui auraient pu financer massivement la transition.

La conclusion est claire : il faut investir dans la transition énergétique et ne pas reculer. Mettre en place de nouveaux boucliers serait une erreur dans un contexte de finances publiques déjà dégradées. L'idée selon laquelle l'État s'enrichirait grâce aux taxes sur l'énergie est infondée : ces recettes financent des dépenses publiques essentielles et s'inscrivent dans un budget déficitaire. La hausse des prix des hydrocarbures modifie les arbitrages économiques : la voiture électrique devient plus attractive, l'isolation des logements plus rentable, le passage aux pompes à chaleur plus pertinent. L'électrification apparaît d'autant plus souhaitable que les capacités de production sont disponibles. Contrairement à 2022, le parc nucléaire français est aujourd'hui pleinement opérationnel, avec notamment le raccordement de Flamanville. Il n'y a donc pas d'opposition entre transition énergétique et compétitivité : les deux doivent désormais progresser ensemble.

Jean-Louis Bourlanges :

La question de savoir s'il s'agit ou non d'un choc pétrolier n'est pas la bonne. Vous avez raison de dire que c'en est un, mais son ampleur est totalement imprévisible. Sera-t-il durable ou ponctuel, lié à une interruption temporaire de production ? Sera-t-il structurel, résultant de destructions profondes des installations ? Ou intermédiaire, ni instantané ni permanent, mais s'inscrivant dans la durée sur des mois ou des années ? On ne peut pas aujourd'hui

trancher, car tout dépend de l'évolution du conflit. On perçoit les tendances : ce sera un choc mondial, aux effets très inégalement répartis entre les États et les sociétés — Europe, États-Unis, Afrique, Asie — mais son ampleur reste inconnue. Elle dépend de deux facteurs : la durée du conflit et l'ampleur des destructions.

Sur la durée, les Américains se sont trompés. Ils pensaient pouvoir neutraliser rapidement la capacité iranienne à bloquer Ormuz. Cela n'a pas été le cas. Leur analyse du rapport de force a surestimé leur supériorité technique en négligeant d'autres facteurs de puissance iraniens : la taille du pays, avec 93 millions d'habitants ; un relief qui rend toute intervention extrêmement difficile, davantage comparable à l'Afghanistan qu'à l'Irak ; des ressources importantes ; un potentiel intellectuel élevé, avec des capacités scientifiques réelles ; enfin, une dimension religieuse qui constitue une motivation puissante.

Sur l'ampleur des destructions, l'incertitude est tout aussi grande. Le conflit se résume à trois questions. Premièrement, les Iraniens sont-ils prêts à accepter un compromis qui ne constituerait pas une perte de face pour le président américain ? Deuxièmement, le président américain acceptera-t-il une perte de face plutôt qu'une escalade extrême ? Troisièmement, en cas d'escalade, peut-on imaginer que des acteurs qui jouent leur survie collective et personnelle adoptent autre chose qu'une logique de résistance totale et de destruction ?

À ces trois questions, la réponse tend aujourd'hui vers trois refus. Les Iraniens n'accepteront pas un compromis qui ne soit pas humiliant pour les États-Unis ; le président américain, narcissique à l'extrême, n'acceptera pas de perdre la face ; et, face à une menace existentielle, les Iraniens ne renonceront pas sans provoquer des destructions majeures. C'est ce qui rend la situation particulièrement préoccupante.